

# MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP SNIA\_PAI\_FRA\_AOO\_25-013)

### *Acheteur*

Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

### *Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le Directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

### *Objet du marché*

Accord Cadre Prestations de diagnostics et préconisations structures

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications .....	4
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	5
1-4. Passation des commandes .....	5
1-5. Modification ou annulation d'un bon de commande .....	6
1-6. Décomposition en tranches et en lots .....	6
1-7. Réalisation de prestations similaires .....	7
1-8. Obligations, mesures de sécurité et protection des données à caractère personnel.....	7
1-9. Dispositions générales.....	9
<b>ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3. DETAILS DE LA MISSION .....</b>	<b>13</b>
3.1 : Réunions contractuelles et visites.....	13
3.2 : Conditions d'intervention du titulaire .....	13
3.3 : Les livrables.....	13
3.4 : Remise des livrables .....	14
<b>ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES ..</b>	<b>14</b>
4-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes .....	14
4-3. Variation dans les prix .....	15
4-4. Paiement direct des sous-traitants .....	16
<b>ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 6. PENALITES ET INEXECUTIONS DES PRESTATIONS.....</b>	<b>17</b>
6-1. Pénalités pour retard d'exécution .....	17
6-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution .....	17
<b>ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>18</b>
7-1. Retenue de garantie .....	18
7-2. Avances.....	18
<b>ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 9. EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 10. ADMISSIONS.....</b>	<b>19</b>
10-1. Délais d'admission des prestations .....	19

10-2. Réfaction .....	20
10-3. Ajournement .....	20
10-4. Rejet .....	20
<b>ARTICLE 11. RESILIATION.....</b>	<b>20</b>
11-1. Résiliation pour évènements extérieurs au marché .....	20
11-2. Résiliation pour évènements liés au marché .....	20
11-3. Résiliation pour faute du titulaire .....	20
11-4. Résiliation pour motif d'intérêt général .....	21
11-5. Exécution de la prestation aux frais et risque du titulaire .....	21
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>21</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP. Les clauses qui s'appliquent sont les celles du CCAG-PI.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Pour l'ensemble de ce patrimoine varié réparti de manière homogène sur le territoire (à titre d'exemple : bâtiments tertiaires, logements, hangars, bâtiments opérationnels comme des tours de contrôles, des radars, des équipements d'aide à la navigation, etc...), la mission consiste à réaliser des diagnostics des structures des bâtiments ou parties de bâtiments à la demande du maître d'ouvrage. Notamment :

- Réaliser les prélèvements, sondages, auscultations, analyses et essais nécessaires à ses diagnostics ou à la faisabilité des opérations conduites par le maître d'ouvrage ;
- À l'issue de ces diagnostics et études de faisabilité, établir des préconisations qui permettront au maître d'ouvrage de faire réaliser les travaux adaptés aux causes des désordres identifiées ou à la mise en œuvre de ses travaux programmés.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1.** Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les chefs des départements ou des pôles ou leurs représentants sont habilités à représenter le Représentant de l'Acheteur (RA) auprès du titulaire.

#### **1-2.2.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

En cas d'indisponibilité de la plateforme PLACE ou en cas de besoin, les notifications pourront être réalisées par voie postale en recommandé avec accusé de réception, ou par remise en main propre contre récépissé conformément au CCAG.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date indiquée sur le bon de commande ou à défaut à compter de la date de notification de ce bon de commande au Titulaire. Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

### **1-4. Passation des commandes**

Avant la passation des commandes, son représentant de l'acheteur définira le contenu précis de chaque bon de commande.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Le chef du département, du pôle ou son représentant.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h au vendredi 18h. Le titulaire devra accuser réception.

**Chaque bon de commande précise :**

- La désignation des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant des prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA (**en apportant la précision sur la typologie du bâtiment**) et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCTP/CCATP ;
- Le délai d'exécution ;
- La référence du marché et le numéro du lot.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations définies au CCTP, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

**1-5. Modification ou annulation d'un bon de commande**

Le représentant de l'acheteur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des prestations.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner.

Mais, le titulaire a le droit au paiement :

- Des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ou de la réduction de la commande ;
- D'une indemnité couvrante, le cas échéant, les frais et investissement engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution, et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que l'indemnité pour frais et investissements.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités ci-dessus. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

**1-6. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, la consultation porte sur **7** lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	AUVERGNE-RHONE-ALPES / BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE / GRAND-EST
Lot 2	ILE-DE-FRANCE / HAUTS-DE-FRANCE
Lot 3	BRETAGNE / PAYS DE LA LOIRE / CENTRE VAL-DE-LOIRE / NORMANDIE

Désignation des lots	
<b>Lot 4</b>	<b>NOUVELLE AQUITAINE / OCCITANIE</b>
<b>Lot 5</b>	<b>PACA / CORSE</b>
<b>Lot 6</b>	<b>ANTILLES (Martinique, Guadeloupe) et GUYANE</b>
<b>Lot 7</b>	<b>OCEAN INDIEN (La Réunion, Mayotte)</b>

L'intitulé de chaque lot correspond au périmètre d'intervention géographique sur lequel le titulaire interviendra et correspond aux régions administratives de la France (aux départements Outre-Mer pour les lots 6 et 7).

### **1-7. Réalisation de prestations similaires**

L'Acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent Accord-cadre.

### **1-8. Obligations, mesures de sécurité et protection des données à caractère personnel**

#### **1-8.1 Obligation du titulaire**

##### **1-8.1.1 Titulaire du marché**

Le présent marché sera conclu avec le titulaire désigné dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier, sans délai, au Représentant de l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social.

Et généralement toutes les modifications importantes liées au fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché (changement de domiciliation bancaire, etc.).

##### **1-8.1.2 : Représentation du titulaire**

Le titulaire s'oblige à notifier, au Représentant de l'Acheteur, le nom de la personne ayant qualité pour le représenter au sens de l'article 3.4 du CCAG-PI, dès la notification du présent marché.

##### **1-8.1.3 : Responsabilité du titulaire**

Les prestations devront être conformes aux prestations de l'ensemble des normes homologuées. Le titulaire demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, son par

manque de vérification des divers documents.

Lors des interventions sur site, le titulaire ou son représentant doit se conformer aux contraintes et aux prescriptions édictées par le responsable du site.

#### **1-8.1.4 : Obligations de moyens**

Le titulaire est soumis à l'obligation de moyens concernant :

- Le pilotage de l'ensemble des prestations objet du marché ;
- La coordination des différentes étapes relatives à ses missions ;
- Le respect scrupuleux des dates et horaires d'intervention ;
- L'état d'avancement des interventions par rapport au planning d'intervention.

#### **1-8.1.5 : Obligations de conseil et d'alerte**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie notamment à l'acheteur toute information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

#### **1-8.1.6 : Obligations de discrétion**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 6-2.1 du CCAP.

### **1-8.2 Sites sensibles**

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

### **1-8.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou



en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 6-2.2 du présent CCAP.

## **1-9. Dispositions générales**

### **1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-9.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis

à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du .....  
ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### **1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se

conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1-9.3. Assurances**

- A. Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.
- B. Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels et les objets qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-9.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Comme pour le titulaire, le RA exige à l'appui de la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement d'un sous-traitant la fourniture d'un mémoire technique relatif aux tâches qui lui confiées au sous-traitant, permettant de s'assurer que ce dernier est en capacité et va mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des prestations telles que définies au CCTP.

Par ailleurs, l'intitulé des prestations sous-traitées qui figurera sur l'acte spécial de sous-traitance devra être le plus exhaustif possible.

Le pouvoir adjudicateur interdit au titulaire du marché de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du marché, remet en cause les capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui auront permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-9.5. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-9.5.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-9.5.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, gestion des déchets et modalités de transport.

Ces conditions sont les suivantes :

Lots	Conditions d'exécution
Pour tous les lots	<p>Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental détaillés au CCTP, ainsi que les clauses environnementales suivantes :</p> <p><b>Livrables</b></p> <p>Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .xls, .pdf, ou équivalent) afin de pouvoir être réutilisés dans le suivi des sites par la Ville de Paris ou de la Préfecture de Police et/ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemple : label FSC, PEFC ou équivalent), ainsi qu'au format Recto/Verso.</p> <p><b>Déplacements / Motorisations</b></p> <p>Pour se déplacer sur les différents sites, le titulaire privilégie les déplacements à pieds, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.</p> <p><b>Clause concernant les véhicules légers (PTAC ≤ 3,5t)</b></p> <p>Pour se déplacer sur les différents sites, l'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitée. Le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Les véhicules relevant des normes Euro doivent respecter au minimum les prescriptions de la norme EURO 5.</p> <p>Les prestations objet du présent marché sont exécutées par le biais de véhicules ne comportant aucune motorisation Diesel.</p> <p>Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.</p>

## **ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

Les pièces constitutives de chaque lot sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe le BPU, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

## **ARTICLE 3. DETAILS DE LA MISSION**

### **3.1 : Réunions contractuelles et visites**

Le Pouvoir Adjudicateur attire l'attention du titulaire sur l'importance que revêt l'initiation de l'exécution du marché au démarrage de l'accord-cadre et notamment la première réunion contractuelle.

#### **Réunion préparatoire au démarrage du marché**

Après notification de l'accord-cadre, le titulaire prendra contact avec son interlocuteur pour initier une réunion préalable au démarrage du marché.

#### **La réunion a pour objectif :**

- Le rappel des missions et de leurs objectifs ;
- De définir le calendrier d'exécution des prestations ;
- Le rappel du contenu et de la qualité des documents à rendre.

#### **Réunion de suivi**

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit de prévoir une réunion avec le titulaire à tout moment sur le sujet qu'il souhaite aborder.

Le titulaire s'engage à y répondre favorablement et à se rendre disponible dans un délai de 5 jours ouvrés.

### **3.2 : Conditions d'intervention du titulaire**

Le titulaire exerce sa mission de manière indépendante et informe immédiatement le Maître d'Ouvrage de tout événement ou de toutes difficultés susceptibles de porter atteinte aux objectifs de sa mission.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler dans les meilleurs délais aux Maître d'Ouvrage.

Le titulaire doit se conformer aux instructions en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie de son personnel. Il supportera les interruptions de travail nécessitées par les besoins de fonctionnement de l'établissement et prendra en charge toutes les mesures qui lui sont demandées pour ne pas gêner les services.

### **3.3 : Les livrables**

Le titulaire devra fournir des livrables en accord avec la description de la mission et les spécifications techniques indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Pour chaque lot les livrables sont :

- Un rapport de diagnostic dont les délais seront établis dans le bon de commande ;

### **3.4 : Remise des livrables**

Les rapports ou les dossiers validés seront remis sous format électronique et, sur demande du maître d'ouvrage, un exemplaire sous format papier.

Les livrables sont transmis au format « PDF » non protégé pour les rapports, au format « autocad (dwg) » pour les plans et au format .xls pour le cadre-type de l'état énergétique fourni par le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **4-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **4-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **4-2.1.** Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

**4-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le BPU.

#### **4-2.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle.

Tout bon de commande dont la durée d'exécution est supérieure à un mois ouvre droit au versement d'acompte(s) mensuel(s) dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations réellement exécutées au cours du mois écoulé. La demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Le solde du bon de commande passé dans le cadre du Marché, est versé après admission des prestations du bon de commande prononcée dans les conditions définies au présent CCAP. Le paiement du solde confère un caractère définitif à l'ensemble des paiements effectués au titre d'acomptes ou de solde pour la prestation considérée.

#### **4-2.4.** Modalités de transmission et de paiement

##### **4-2-4.1** Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat : 130 004 575 00010

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur lors de la notification du bon de commande .

#### **4-2-4.2** Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **4-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**4-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

#### **4-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

#### **4-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet

de l'ensemble des lots est :

ING : Ingénierie publié par l'INSEE

#### **4-3.4.** Modalités de révision des prix

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.  
En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

**La révision est opérée lors de la reconduction** du marché par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = 0,50 \times P_0 + 0,50 \times P_0 \times (I_n/I_0)$$

P = prix actualisé de l'année N

P<sub>0</sub> = prix initial

I<sub>n</sub> = Valeur de l'indice I prise au mois de janvier de l'année N moins 3 mois

I<sub>0</sub> = valeur de l'indice I pris au mois de la date limite de remise des offres

La date prise pour le calcul de la révision d'une commande est la date d'émission du bon de commande.

#### **4-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

#### **4-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé



dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

Voir Article 3 de l'acte d'engagement (AE).

## **ARTICLE 6. PENALITES ET INEXECUTIONS DES PRESTATIONS**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI :

- Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, par émission d'un titre de recettes ;
- Les pénalités sont cumulables entres elles ;

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI :

- les pénalités s'appliquent dès le premier euro. Elles seront plafonnées à cinquante pour cent (50%) du montant hors taxes du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA ;
- Les pénalités pour retard sont comptabilisées par jour calendaire. Toute heure ou jour commencé(e) sera comptabilisé(e).

### **6-1. Pénalités pour retard d'exécution**

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, pour la remise des différents livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100,00 € par jour calendaire de retard.

Le nombre de jours de retard est obtenu par la différence entre la date de remise du document et la date limite.

### **6-2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **6-2.1. Pénalités pour non-respect de l'obligation de discrétion.**

En cas de non-respect de l'obligation de discrétion fixée à l'article 1-8.1.6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €

### **6-2.2.** Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

### **6-2.3.** Pénalité en cas d'absence ou de retard

En cas d'absence, ou de retard de plus d'une heure, à une réunion à laquelle le titulaire a été informé par courriel dans un délai d'au moins une semaine auparavant, ou absence aux réunions hebdomadaires de chantier ne nécessitant pas de prévenance : pénalité forfaitaire de 100€.

### **6-2.4.** Pénalité pour non-remise en état des lieux

En cas de non-remise en état des lieux, une pénalité forfaitaire fixée à 150€ sera appliquée au titulaire.

### **6-2.5.** Pénalité pour non-respect des engagements du titulaire pour l'exécution du marché :

En cas de non-respect des engagements du titulaire pris dans le document « Mémoire technique », remis à l'appui de son offre pour l'exécution du marché, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 500€ par manquement constaté.

## **ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **7-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **7-2. Avances**

Conformément à l'article R.2191-4, l'acheteur accorde, aux titulaires des lots éligibles, une avance de 30 % sur chaque bon de commande supérieur à 50 000 € H.T. et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 10 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 10 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Dans le cas d'une PME, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un **groupement (qu'il soit conjoint ou solidaire)**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les dispositions de l'article 35.2 du CCAG- PI « Droits de l'acheteur » s'appliquent.

## **ARTICLE 9. EXECUTION DU MARCHE**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

## **ARTICLE 10. ADMISSIONS**

### **10-1. Délais d'admission des prestations**

L'admission consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur des livrables.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

## **10-2. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

## **10-3. Ajournement**

L'ajournement peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, de dix jours.

## **10-4. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le Représentant de l'Acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, d'un délai de dix jours.

# **ARTICLE 11. RESILIATION**

## **11-1. Résiliation pour événements extérieurs au marché**

Les dispositions de l'article 37 du CCAG-PI s'appliquent.

## **11-2. Résiliation pour événements liés au marché**

Les dispositions de l'article 38 du CCAG-PI s'appliquent.

## **11-3. Résiliation pour faute du titulaire**

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations

mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG. Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

#### **11-4. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

#### **11-5. Exécution de la prestation aux frais et risque du titulaire**

Les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI s'appliquent.

### **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Article du CCAG
1-9.3 déroge à	9-2
6 déroge à	14-1.3
6-1 déroge à	14-1.1 et 14-1.2
10-2 déroge à	29-3
10-3 déroge à	29-2.1 (3 <sup>ème</sup> alinéa)
11-4 déroge à	40